

Les sources de croissance endogène génératrices d'externalités

Les nouvelles perspectives de l'analyse économique de long terme proposées par les théories de la croissance endogène reposent essentiellement sur le rôle des externalités dans l'explication des mécanismes cumulatifs de développement. Depuis les travaux de Marshall, le concept d'externalité est défini comme une situation dans laquelle les décisions d'un agent (producteur ou consommateur) affectent, de façon non délibérée, le résultat des activités d'autres agents qui, au demeurant, n'ont aucun contrôle sur le phénomène. La réactualisation de cette notion par les nouvelles théories de croissance permet, grâce à la formalisation, d'identifier une diversité de sources de croissance génératrices ou non de ces externalités.

L'investissement en capital physique. — Dans le modèle fondateur de la croissance endogène¹, l'investissement privé en capital physique est une source de croissance comme dans le modèle néoclassique, mais son traitement est différent. L'investissement d'une firme a un double effet, il accroît à la fois sa production et la productivité des autres firmes grâce à la présence d'externalités technologiques. En effet, le stock de connaissance créé par l'investissement (apprentissage par la pratique) n'est pas totalement approprié par la firme, il se diffuse aux autres firmes. La conséquence est que le taux de croissance optimale et celui de l'économie décentralisée ne coïncident plus.

Les infrastructures publiques. — Une approche de même type est proposée par Barro (1990) dans un modèle de croissance endogène où les dépenses publiques jouent un rôle moteur et contribuent à accroître la productivité du capital privé. Si on suppose que le financement des dépenses publiques (G) est assuré par une taxe proportionnelle à la production, le taux de croissance d'équilibre devient alors inférieur à celui de l'optimum social. Ceci parce que les firmes en investissant pour accroître le produit contribuent (indirectement par la fiscalité) à l'augmentation de G et donc à la productivité sociale. Mais, d'un autre côté, le taux d'imposition décourage l'activité privée et donc peut avoir un impact négatif sur la croissance. Ces effets contradictoires impliquent l'existence d'une taille optimale de l'État qui maximiserait la croissance de l'économie.

Croissance endogène et capital humain. — Les modèles de croissance endogène ont renouvelé l'analyse du capital humain dans le processus de production. Depuis les travaux de Lucas (1988), il est considéré comme un facteur d'accumulation susceptible d'entraîner l'accumulation du capital physique ou du progrès technique. L'existence des externalités dans le modèle de Lucas est justifiée par la prise en compte des mécanismes de diffusion du savoir. Pour améliorer leur capacité les individus consacrent une partie de leur temps à la formation. Ainsi, l'accumulation du capital humain se réaliserait en fonction d'un arbitrage intertemporel entre un revenu et une consommation immédiate moindre, du fait du temps consacré à la formation, et un revenu futur supérieur à cause de l'amélioration des capacités ainsi acquises. Selon Lucas, il existe une compétence collective qui dépend du niveau initial moyen de connaissance d'une économie et qui suppose qu'à compétence donnée, un individu (ou une entreprise) améliore davantage ses capacités productives au sein d'une collectivité dotée d'un haut niveau de formation que dans un environnement à faible compétence.

Technologie, un bien public et cumulatif. — Un autre type de modèle de croissance endogène met l'accent sur la connaissance technologique¹, considérée comme un bien économique spécifique. Dans ce modèle outre le fait que les firmes peuvent acquérir le droit de produire des biens nouveaux (brevet), la technologie est pour partie un bien public ou non rival. Elle peut être utilisée simultanément par un nombre quelconque d'agents. De plus elle a un caractère cumulatif au sens où les découvertes présentes s'appuient sur celles du passé. Cumulativité et non-rivalité traduisent une externalité technologique, qui est au cœur du processus de croissance, et font que l'activité de recherche a un rendement social¹ qui est supérieur à son rendement privé (brevet).

La robustesse de ces modèles est quelque peu limitée du fait qu'ils ne prennent pas en compte les interactions entre ces différentes sources de croissance, qui sont nécessaires pour comprendre le processus de croissance réel. Par ailleurs, ces travaux font très souvent abstraction de la dimension spatiale des externalités. Or, il existe des effets de territorialisation propres au processus de diffusion et de gestion des externalités permettant d'envisager l'espace régional comme cadre de référence de la mise en œuvre de ces sources de croissance endogène.

(...)

Les régions africaines doivent s'orienter vers la construction de ces complémentarités dans les domaines de la formation, des cps, de la recherche et des institutions. En Afrique, pour des raisons à la fois d'efficacité et de coûts, le cadre géographique pertinent pour la mise en place de ces facteurs de croissance endogène devrait être l'espace régional. Les capacités des États africains ne sont pas à la hauteur de ses besoins : en Afrique centrale, par exemple, dans le domaine des infrastructures selon certaines estimations, il faudrait investir chaque année 2,5 milliards de dollars pour obtenir une densité téléphonique équivalente à 2 lignes principales pour 100 habitants en l'an 2000. Dans ces conditions, il est évident pour nous que le décollage économique en Afrique sera régional ou ne le sera pas.

Conclusion

L'intégration régionale, terme polysémique, recouvre autant de formes que d'objectifs, ce qui rend ambiguë l'interprétation des résultats de ce processus contradictoire et incite à recourir au terme générique de régionalisation. L'impératif régional apparaît pourtant peu contestable dans les pays pour la coordination des politiques économiques et la coopération dans les domaines des infrastructures, de la santé, de la formation et autres activités permettant d'endogénéiser les éventuelles externalités régionales. Toutefois, l'environnement peut être plus ou moins propice à la régionalisation et amener alternativement des logiques de régression cumulative (Afrique subsaharienne) et de croissance cumulative (Asie du Sud-

Est). L'analyse empirique montre que, globalement, les pays d'Afrique subsaharienne dans leur ensemble sont engagés dans un processus de convergence non permanente par rapport aux économies dynamiques d'Asie. De plus, au regard des facteurs de croissance endogène considérés dans leurs interactions, il n'existe pas de véritables pôles d'où peuvent résulter des dynamiques sous-régionales spécifiques ou nationales entraînant dans un même élan l'ensemble des régions du continent. Si certains pays de l'Afrique australe ou de l'océan Indien paraissent accuser un moindre retard de convergence par rapport au profil d'ensemble des pays d'Asie, d'autres (la majorité) se trouvent enlisés dans un processus de divergence inquiétant. Il serait illusoire d'espérer une rupture de ce processus de divergence en l'absence d'une politique régionale vigoureuse dans les secteurs du capital public spatialisé et du capital humain. En ce qui concerne l'Asie de l'Est, bien que l'expansion des infrastructures publiques ait joué un rôle important dans son « miracle » économique, des possibilités de retournement de tendance existent dès lors que la combinaison des facteurs de croissance devient inefficace : des goulets d'étranglement, qui apparaissent dans les domaines des télécommunications, des transports, de l'énergie, risquent de freiner la croissance de ces économies.

Pour terminer, soulignons que les résultats présentés dans cette recherche restent provisoires et devraient être confirmés par des analyses approfondies. Par exemple, une meilleure spécification des variables explicatives est nécessaire pour mettre en évidence, au niveau régional, les interactions des facteurs de croissance endogène et le rôle que joue l'espace dans la croissance de la productivité à travers les phénomènes de mouvements de populations et donc de mobilité du capital humain.

1. Romer 1986
2. Romer, 1990.

Source : Revues Tiers Monde, La croissance endogène régionalisée, [article] Adrien Akanni-Honvo, Alain Léon, Tiers-Monde Année 1998 Volume 39 Numéro 155 pp. 597-622.

Questions

1. Présentez le rôle des externalités dans les théories de la croissance endogène.
2. A quel échelon géographique s'opère la croissance endogène dans les PED selon les économistes, auteurs de cet article ?
3. Trouvez un exemple permettant d'illustrer la phrase soulignée.